

Groupe de travail « Europe et international »

Réunion du 19 septembre 2012 IGN – Salle A 270 - Jean-Jacques Levallois

Liste des participants :

Michel Bacchus (IGN/MSAEI)
François Chirié (IGN/MSAEI)
Xavier Crépin (MAEE/DGM/CIV, Président)
Jean-Armel Hubault (consultant)
Maxime Jebali (MEDDE/DAEI)
Rafic Khouri (consultant)
Michel Lansman (IGN/DPSP, Secrétaire)
Hugues Leroux (consultant)
Francis Merrien (CGDD/DRI/MIG)
Philippe Raggi (IGN/DPSP)
Yves-Henri Renhas (SHOM)
Yves Riallant (AFIGEO)
François Salgé (MEDDTL/DGALN)

Absents excusés:

Henry Arnal (Cobaty Intl)
Hervé Halbout (HC)
Alain Jaffré (Cobaty Intl)
Jean-Philippe Lagrange (IGN/DTSI/TA)
Alain Prallong (Realia),
Elise Ladurelle (AFIGEO)

Ordre du jour

- 1 – Validation du CR de la réunion du 05/04/2012
- 2 – Point sur la mise en place du nouveau CNIG
- 3 – GGIM
- 4 – Activités GT4 2012, séminaire Méditerranée
- 5 – Questions diverses

Prochaine réunion

Date : le 12/12/2012 à 14h00 - Lieu : IGN : Salle A 270 - Jean-Jacques Levallois

1 - Validation du CR de la réunion du 05/04/2012

Aucune demande de correction n'ayant été formulée, le CR est adopté à l'unanimité.

2 - Point sur la mise en place du nouveau CNIG

Francis Merrien, responsable de la MIG au MEDDE, rappelle tout d'abord le contexte de la première réunion du CNIG qui s'est tenue de 10/07/2012. Laurent Tapadinhas, le responsable de la DRI a souhaité organiser une réunion plénière malgré l'absence de nomination du président, bien que la plupart des autres membres soient désignés. Il rappelle les termes du décret n°2011-127 du 31/01/2011 qui reprend les attributions et les moyens de l'ancien CNIG en y ajoutant la fonction de « structure de coordination nationale de la directive INSPIRE » et en y affirmant une plus grande présence des représentants des collectivités territoriales et des entreprises et associations.

Conformément au décret du 31/01/2011, Laurent Tapadinhas est le « point de contact » prévu par la directive INSPIRE et Francis Merrien assure le secrétariat permanent du CNIG avec l'appui de l'IGN. (point-de-contact-inspire-france.dri.cgdd@developpement-durable.gouv.fr)

Les conclusions de la réunion sont les suivantes :

- reconduction de 2 anciennes commissions :
 - Commission nationale de toponymie,
 - Groupe de travail « Europe et international »

- création de 3 nouvelles commissions liées à la directive INSPIRE :
 - « Données »,
 - « Règles de mise en œuvre »,
 - « Animation territoriale ».

Francis Merrien signale la possibilité de création de sous-commissions, telle que celle des « PLU et SUP » qui pourrait être rattachée à la commission « Données », et « GéoPos » qui pourrait être reconduite au sein du CNIG, en particulier lors de la prochaine réunion plénière.

Depuis la réunion du CNIG, peu de demandes de participation aux différentes commissions ont été reçues jusqu'à présent par le point de contact. Une relance sera faite à l'occasion de l'envoi imminent du compte-rendu. Pour ce qui concerne la nomination à la présidence du CNIG, la MIG a saisi la Ministre de l'écologie le 30 juillet dernier. Ensuite, il conviendra de nommer les présidents des 3 commissions nouvellement créées parmi les manifestations d'intérêt.

A la demande de François Salgé, Francis Merrien répond que les mandats des commissions seront respectés, mais qu'ils pourront être modifiés et qu'un règlement intérieur sera validé. La dernière version du mandat du Groupe de travail « Europe et international », validé lors de la réunion est joint à ce compte rendu. Les nouvelles problématiques « métiers », en plein essor aujourd'hui, seront prises en compte par le CNIG et la COVADIS, en particulier pour l'établissement des standards et des échanges de données en toute interopérabilité.

Francis Merrien confirme à Yves Riallant que les CDIG continueront d'exister; peut-être de façon moins formelle au sein du CNIG, mais qu'ils seront animés au sein de plates formes territoriales, depuis l'échelon local jusqu'à l'échelon régional.

3 - GGIM

Jean-Armel Hubault fait part des travaux réalisés cette année par la communauté internationale dans le cadre de l'initiative « Global Geospatial Information Management » (GGIM) de juillet 2011.

Une réunion annuelle du comité des experts chargés de rédiger une vision du développement de ces outils qui puisse être soutenue par les autorités nationales et internationales auprès des bailleurs de fonds a été tenue à New-York à la mi-août.

L'adresse de la page d'accueil de GGIM : <http://ggim.un.org/default.html> permet d'accéder aux autres documents, de suivre les événements éventuels et d'accéder à l'ensemble des rapports des différents pays.

En introduction le présentateur s'appuie sur la communication du directeur de l'OHI relevant l'importance du processus initié par GGIM pour attirer l'attention des décideurs nationaux et internationaux sur les problématiques de l'information géospatiale et leur valeur ajoutée :

- Développer un cadre stratégique de gestion de l'information géospatiale aux échelons national, régional et mondial ;
- Mettre sur pied des mécanismes institutionnels et des cadres juridiques communs ;
- Renforcer les compétences et les capacités, en particulier dans les pays en développement ;
- Garantir la qualité des informations géospatiales ;
- Promouvoir le partage, l'accessibilité et la diffusion des données ;
- Accompagner l'évolution des technologies de l'information ;
- Promouvoir des activités d'information et de sensibilisation en matière géospatiale ;
- Travailler en partenariat avec la société civile et le secteur privé.

Cette communication, jointe, décrit succinctement les travaux de la 2^{ème} session de l'UN-GGIM (GGIM-2) à New-York, l'examen de rapports des experts commis par les nations volontaires portant sur les thèmes suivants :

- Evolutions futures : état du rapport de propositions demandé au comité des experts ;
- Conclusions de la récente Conférence des NU sur le développement durable (Rio+20) ;
- Déclaration de déontologie en matière de gestion de l'information géospatiale ;
- Elaboration d'une base de connaissances parrainée par les NU relative à la gestion de l'information géospatiale ;
- Etat de la cartographie dans le monde ;
- Nécessité d'un Système de référence géodésique mondial ;
- Elaboration d'un portail cartographique mondial pour le développement durable.

Voir le fichier ci-joint : lettre_circulaire_82_2012.pdf concernant le rapport sur la 2^{ème} session du comité d'experts des NU sur la gestion de l'information géographique à l'échelle mondiale.

Trois documents permettent d'en savoir plus :

- La présentation de Mr Paul Cheung (UNSD, secrétaire de GGIM), à l'AG d'EuroGeographics à Helsinki le 3 septembre dernier : **Presentation on the UN GGIM initiative** : Voir le fichier ci-joint : Presentation_UN_GGIM_initiative_2012_09_09.ppt
- Le projet de rapport du comité d'experts, établi par Mme Vanessa Lawrence (directrice générale de l'Ordnance Survey, présidente du comité des experts de GGIM) est lui aussi particulièrement intéressant : **Future trends in geospatial information management: the five to ten year vision**.

Voir le lien ci-joint :

<http://ggim.un.org/docs/meetings/Hangzhou%20Forum/session%201/Hangzhou%20Forum%20May%202012%20-%20vfinal%20v2.0.pdf>

L'exposé de Mme Lawrence est reproduit et développé en réunion par le rédacteur, concentré sur les diapositives informatives ; il

- rappelle les quatre tâches confiées au comité des experts,
- rappelle le contexte du document dont la rédaction lui a été confiée,
- et présente les tendances identifiées par le comité :
 - la création la maintenance et la gestion des données,
 - les progrès technologiques attendus,
 - les incidences sur les politiques réglementaires concernant l'infrastructure géospatiale,
 - les besoins en formation,
 - l'évolution des rôles des agences nationales,
 - la place croissante du secteur privé, industriel, commercial ou informel, collaboratif.

- La présentation de M. Paul Cheung (UNSD, secrétaire de GGIM), sur le rôle de l'industrie : **UN-GGIM and the Geospatial Industry, Working Together to Advance a Global Agenda.**

Voir le fichier ci-joint : UN_GGIM_Geospatial_Industry_Paul_Cheung.pdf

Les transparents 2, 3 et 4 de ce document rappellent les atouts de l'industrie, le rôle des agences gouvernementales et oriente sur les collaborations possibles.

Le site de UN-GGIM met à disposition les rapports des nations sur l'état de leur infrastructure géospatiale et les perspectives d'évolution. Ces rapports d'inégale valeur sont néanmoins le minimum qu'un acteur public ou privé à l'export doit savoir pour aborder des prospects locaux. Le rapport du comité permanent des états-Amérique (PC-IDEA) présente le même type d'intérêt à l'échelon « régional », à l'exception notable des USA et de la France.

Les commentaires effectués par les participants au long de la présentation

- soulignent l'intérêt de la démarche globale conduite par cette directive, dans chacune des dimensions développées dans le projet de rapport,
- remarquent l'extension probable de cette démarche au monde maritime via l'hydrographie,
- remarquent combien les préoccupations internationales rejoignent celles auxquelles les membres du CNIG sont confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités, tant au Conseil que dans les activités publiques et privées, nationales et internationales qu'ils y représentent,
- comprennent que les préoccupations exprimées par la directive trouvent une part de solution dans la mise en œuvre de la directive européenne INSPIRE,
- remarquent que la France et ses intérêts ne sont pas représentés dans les travaux du comité d'experts si ce n'est dans le domaine de responsabilité des représentants INSPIRE.

Le Groupe de Travail « Europe et International » va attirer l'attention du CNIG sur les travaux qui sont menés dans ce cadre pour évaluer les contraintes et atouts d'une représentation des intérêts français, manifestant et faisant valoir ainsi l'excellence de sa communauté de l'information géospatiale.

Il propose de mettre à disposition des associations professionnelles concernées les fichiers joints afin de faciliter l'information initiale de leurs membres sur le processus engagé et les opportunités à dégager.

4 - Activités GT4 2012, séminaire Méditerranée

La participation au « networking Event du Forum urbain de Naples » a été abandonnée. Ce sixième Forum Urbain Mondial organisé par ONU Habitat, le 4 septembre 2012, ne représentait pas, en effet, toutes les attentes de notre groupe. Par contre, UBIFRANCE prévoit, en juin 2013, à Tunis, un séminaire régional dans la continuité de l'atelier sur la Méditerranée (Marseille, octobre 2011).

L'AFIGEO est déjà partenaire d'UBIFRANCE sur ce projet, mais il serait intéressant, pour notre groupe, de se montrer plus actif. Xavier Crépin demande aux membres intéressés de se faire connaître : Yves Riallant, Rafic Khouri, Maxime Jebali et Hugues Leroux sont identifiés pour suivre ce projet. Afin de valoriser l'information géographique régionale, il faut en effet établir un programme, un budget. Il conviendra de contacter Patrice Parisé, président de la 5ème section "Sciences et Techniques" au CGEDD. Il est décidé que Xavier Crépin et Yves Riallant s'entendront pour demander un rendez-vous à UBIFRANCE.

François Salgé et Jean-Armel Hubault demandent d'associer respectivement EUROGI et le GGIM à ce projet.

Après Marrakech en 2009, Dakar sera capitale des collectivités locales africaines en décembre prochain dans le cadre du salon « Africités ». Il semble qu'il y ait un manque d'acteurs et d'entreprises. Xavier Crépin indique qu'il y a un intérêt certain pour les métiers de terrain, mais qu'il faut susciter l'attention des grands opérateurs pour cette manifestation.

5 - Questions diverses

François Salgé signale :

1) la première édition de la conférence EUROGI : ImaGine (Opportunities Everwhere: Unlocking the Power of GI), qui se tiendra à Dublin les 7 et 8 mars 2013, prend de l'intérêt du fait de la présidence de l'Irlande au Conseil de l'Union européenne (UE) à partir du 1er janvier 2013 et du fait qu'elle est couplée à deux autres événements la même semaine: une conférence du projet « Envirofi » du JRC (Joint Research Centre de la Commission Européenne) au sujet d'internet en matière d'information géographique et INSPIRE et une conférence "Eyes on the Earth" de l'AEE (Agence Européenne pour l'Environnement).

2) que, depuis le 1^{er} juillet dernier, la DG INFSO a changé de nom : la Direction Générale des Réseaux de Communication du Contenu et des Technologies s'abrège désormais en « [DG CONNECT](#) ». Le but essentiel de cette direction étant de s'assurer que les nouvelles technologies numériques aideront à la croissance en Europe.

3) La tenue du comité exécutif d'EUROGI les 5 et 6 octobre 2012.

Yves Riallant rappelle qu'AFIGÉO a réalisé, en 2010, un catalogue des infrastructures de données géographiques françaises. Chaque IDG est décrite selon une fiche qui permet d'en saisir la mission, le fonctionnement, le financement, l'année de création, les mécanismes de liaison, le contact, etc... Voir le catalogue en pièce jointe : AFIGEO-catalogue-IDG-2012.pdf. Il fait l'objet de mise à jour. Un travail en cours de doctorat s'appuie sur ce document. AFIGÉO, qui collabore avec EUROGI pour entretenir le catalogue européen, réalisera, en 2013, un observatoire en ligne des IDG à partir de ce catalogue.

Dans la lignée du séminaire de Niamey en 2010, Rafic Khouri nous informe de la mise en place d'une formation organisée par la Fédération des Géomètres Francophones (FGF) à Ouagadougou, les 24 et 25 octobre 2012, en partenariat avec ONU Habitat et la Fédération Internationale des Géomètres (FIG). Voir le fichier du programme de la conférence en pièce jointe:
Programme_Ouagadougou_FGF_2012.doc

François Salgé rappelle la nécessité de faire le point sur le recensement d'associations européennes en rapport avec l'information géographique. Cela sera porté à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

Cette prochaine réunion, en accord avec tous les membres présents, se tiendra à l'IGN. Elle aura lieu le 12/12/2012 à 14h00 à l'IGN, dans la salle Jean-Jacques Levallois (A 270).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h15.
